

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q2/BRN/1**

20 mars 1997

(97-1167)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## SUBVENTIONS

### Questions de la COMMUNAUTE EUROPEENNE concernant la nouvelle notification complète du BRUNEI DARUSSALAM<sup>1</sup>

La Délégation permanente de la Communauté européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 mars 1997.

Dans une communication datée du 14 novembre 1996, le Brunéi Darussalam a fait savoir à l'OMC qu'il ne maintenait pas de subventions à notifier conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord de l'OMC sur les subventions.

A cet égard, la Communauté européenne a obtenu des renseignements sur différents programmes de subventions qui n'ont pas été notifiés à l'OMC alors que leur notification semble nécessaire au titre de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.

### PROGRAMMES DE SUBVENTIONS NON NOTIFIES A L'OMC

#### A. Loi sur les incitations à l'investissement

Cette loi, qui est administrée par l'Office du développement économique, prévoit des incitations sous forme d'exemptions fiscales. Trois programmes sont disponibles à ce titre:

- Statut d'entreprise de pointe

L'entreprise qui a obtenu un certificat d'entreprise de pointe peut être exemptée de l'impôt sur les sociétés et des droits d'importation pour les biens d'équipement et les matières premières.

- Expansion des entreprises établies

L'Office du développement économique peut déclarer qu'une industrie est agréée quand celle-ci fabrique un produit qui présente un intérêt économique pour le Brunéi. Les entreprises en question peuvent bénéficier d'incitations fiscales.

---

<sup>1</sup>G/SCM/N/3/BRN-G/SCM/N/16/BRN.

- Incitations aux prêts étrangers

Le Conseil peut accorder des exemptions fiscales pour tout "prêt étranger approuvé".

B. Subventions fournies par l'Agence d'investissement du Brunéi

La Communauté aimerait avoir les éclaircissements suivants sur ces programmes:

- Le Brunéi Darussalam pourrait-il expliquer pourquoi ces programmes n'ont pas été notifiés à l'OMC?
- Le Brunéi Darussalam pourrait-il présenter une notification au titre de l'article 25 en suivant le mode de présentation type?
- Le Brunéi Darussalam pourrait-il préciser quels sont les critères ouvrant droit à ces programmes?